

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille onze
Le 15 novembre
A 20 heures 30

Le conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur SUIRE Rémy, Maire, en séance publique ordinaire.

Étaient présents COURIBAUT Jean Christophe, MAUPOME Gérard, PALOME Pascal, PENE Laetitia, RENAUD Jean Louis, SUIRE Rémy, UCHAN Jérôme.

Étaient absents excusés : PALOME Marjorie, VERDIER Christian.

Monsieur UCHAN Jérôme a été élu secrétaire.

Monsieur le Maire indique que pour financer les équipements publics de la commune, une nouvelle taxe remplaçant la taxe locale d'équipement et la participation pour aménagement d'ensemble a été créée. Elle sera applicable à compter du 1^{er} mars 2012. Elle est aussi destinée à remplacer, au 1^{er} janvier 2015, les participations telles que, notamment, la participation pour voirie et réseaux (PVR).

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;
Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 1% ;
- d'exonérer totalement en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :

1. Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 (*logements aidés par l'État dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ*).
2. Les commerces de détail d'une surface de vente inférieure à 400 mètres carrés ;

- **d'exonérer partiellement en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme :**

1. Les surfaces des locaux à usage d'habitation principale qui ne bénéficient pas de l'abattement mentionné au 2° de l'article L. 331-12 et qui sont financés à l'aide du prêt ne portant pas intérêt prévu à l'article L. 31-10-1 du code de la construction et de l'habitation (*logements financés avec un PTZ+*) à raison de 40 % de leur surface.
2. Les locaux à usage industriel et leurs annexes pour 75 % de leur surface.

La présente délibération est valable pour une durée de 3 ans. Toutefois, le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans.

Ainsi fait et délibéré, les jour mois et an que dessus .

Au registre sont les signatures.

Le Maire :

SUIRE Rémy

Certifiée exécutoire
compte tenu du dépôt
en sous-préfecture de
BAGNERES DE
BIGORRE

le 28 novembre 2011
novembre 2011

